

La débâcle géopolitique et démocratique de la Turquie

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Lors du printemps arabe, le monde entier montrait en exemple la Turquie, république tournée vers l'Occident et parangon d'un islamisme modéré. Il est devenu clair par la suite que le président Erdogan a bien caché ses cartes : son agenda islamique était loin d'être modéré ; sa mégalomanie l'a amené à rompre aveuglément des liens géopolitiques importants ; au fur et à mesure qu'il s'est octroyé toujours plus de pouvoirs, la démocratie turque s'est amenuisée telle une peau de chagrin.

Comment le président Erdogan s'est-t-il arrangé pour plonger la Turquie dans un abîme géopolitique ? Le virage géopolitique de la Turquie s'est amorcé par des grands coups d'éclat. Alors que la Turquie était membre de l'OTAN et proche de l'Occident, ce pays a refusé le passage aux avions de la coalition combattant l'Irak de Saddam Hussein en 2003. Ensuite, le président Erdogan a eu un accrochage verbal véhément contre Shimon Pérès au forum économique de Davos. Puis il a décidé de soutenir le mouvement radical du Hamas et celui des Frères musulmans. Longtemps après que le président Morsi de la mouvance des Frères musulmans ait été évincé, le président Erdogan a continué de brandir leur symbole - en dressant 4 doigts et en repliant le pouce - s'aliénant toujours plus l'Égypte du président Sissi. Son alliance avec le Qatar l'a amené à collaborer avec des radicaux islamistes et à fermer les yeux sur les agissements de l'État islamique duquel il a acheté du pétrole au rabais. Après qu'un avion russe fut abattu à la frontière turco-syrienne par la DCA turque, un embargo économique russe a été imposé sur la Turquie. Cet embargo a été partiellement levé par la suite au coût de concessions importantes dont l'achat d'un système antiaérien russe S-400 qui met l'OTAN dans l'embarras.

Pis encore, les négociations avec l'Union européenne ont périclité en raison des mesures antidémocratiques édictées en Turquie même et aussi en raison de l'embrigadement des travailleurs turcs en Europe dans l'agenda du parti islamiste AKP au pouvoir en Turquie et l'encouragement à la dénonciation de présumés gulénistes. Erdogan attribue au mouvement de philanthropie de Fethullah Gülen le putsch raté en 2016.

L'entourage proche d'Erdogan a été soudoyé pour contourner l'embargo contre l'Iran par le blanchiment de ventes de pétrole iranien payé en lingots d'or transportés via Dubaï. Ce n'est pas la première fois que l'entourage d'Erdogan dont son fils est

impliqué dans des affaires de corruption. Erdogan a neutralisé la justice turque, mais il ne peut guère faire fi de la justice américaine. Il s'irrite du fait que l'enquête sur ledit contournement dévoilé par le financier turco-iranien Zarrab se continue ou encore de ce que l'accusation contre ses propres garde-corps qui ont battu des manifestants en territoire américain ne soit pas abandonnée.

Alors que le président Erdogan cherche à ressusciter l'Empire ottoman, il perd des alliés l'un après l'autre : l'Égypte, l'Arabie et les états du Golfe, Israël. Pour mieux se faire accepter des masses du Proche-Orient, il tente de retrouver du prestige en brandissant la carte islamique, quitte à exacerber encore plus les passions. Il a déclenché une incursion militaire au Nord de la Syrie pour briser la continuité territoriale des forces kurdes présentes et a semé la terreur dans l'Est de la Turquie majoritairement peuplé de Kurdes. Il se raccroche au Qatar qui est ostracisé par ces mêmes pays et cherche à trouver un modus vivendi avec la Russie et l'Iran, notamment en regard de l'avenir de la Syrie. Il s'est rendu tout-à-fait vulnérable en montrant que pour autant que l'on isolât les Kurdes et qu'on les empêchât d'étendre leur autonomie, il pouvait être mené par le bout du nez. Or, ces pays ne peuvent offrir ce que l'Occident apporte en termes de liberté, de tourisme, de développement, de bien-être économique et de sécurité.

Erdogan s'est laissé entraîner dans un discours qui rappelle celui des radicaux islamistes qui voient la main de l'Occident partout et l'accusent de tous les maux réels ou imaginaires : l'Occident voudrait la perte de la Turquie et pour atteindre cet objectif, manipulerait la mouvance guléniste. Les accusations d'Erdogan se sont étendues aux minorités kurde, alévie, arménienne et juive. Le discours est acide et alimente la paranoïa des théories de complot, créant un malaise profond au sein de la société turque. Les accusations d'outrage à la présidence et l'emprisonnement de députés de l'opposition kurdes sèment l'insécurité. Même le chef de l'opposition républicaine Kemal Kılıçdaroğlu a été qualifié de terroriste.

Plus de 150 journalistes ont été emprisonnés, de nombreux journaux ont été fermés et d'autres s'expriment en termes feutrés sinon filtrés. Aujourd'hui, l'arrestation ou la suspension de dizaines de milliers d'enseignants, de fonctionnaires et de militaires a démoralisé l'administration, le corps policier et militaire ainsi que les démocrates de Turquie.

Le putsch raté de 2016 a fourni à Erdogan le prétexte rêvé pour enrayer le système judiciaire et œuvrer pour faire adopter un amendement constitutionnel d'un régime présidentiel qui lui permettrait de rester théoriquement en poste jusqu'en 2030. Par ailleurs, le tourisme et les investissements de l'Occident ont baissé ; la livre turque a connu une dépréciation de près de 100% en cinq ans; plusieurs indicateurs du programme international pour le suivi des acquis des élèves mis en place par l'OCDE mettent en évidence un recul patent dans le système d'éducation turc. En outre, le concept islamique du Djihad a été rajouté dans les manuels scolaires.

Lors des derniers exercices de l'OTAN en Norvège, certaines personnes ont listé la Turquie par inadvertance (?) au nombre des cibles ennemies. Des excuses ont été données par la suite, mais Erdogan a réagi comme on s'y attendait : en claquant la porte.